

La sortie de l'euro, une solution libérale

Article rédigé par *Didier Loiseau*, le 21 mars 2017

[Source : Boulevard Voltaire]

Depuis que la France a créé et rejoint la zone euro, sa production industrielle a baissé de 16 %.

Depuis que la France a créé et rejoint la zone euro, sa production industrielle a baissé de 16 % et son commerce extérieur est devenu constamment et gravement déficitaire.

À ceux qui accusent l'euro, les partisans de la monnaie unique répondent justement : « Ce n'est pas l'euro qui est responsable de ce déclin, mais notre manque de compétitivité. La preuve, c'est que l'Allemagne a vu, dans le même temps et avec la même monnaie, sa production industrielle bondir de 29 % et ses excédents commerciaux atteindre 9 % du PIB. » Et de conclure logiquement : « Pour obtenir les mêmes résultats, il suffit d'appliquer les recettes suivies par l'Allemagne, bien connues de tous. »

Soit. Mais alors, pourquoi nos dirigeants de droite, lorsqu'ils étaient aux affaires, n'ont-ils pas appliqué ces recettes ? Réponse des partisans de l'euro : « Parce que les dirigeants de droite sont nuls ou lâches, souvent les deux. » L'explication psychologique est sommaire, et contradictoire lorsqu'elle s'accompagne d'exhortations à voter de nouveau pour les mêmes.

D'où une deuxième question : qu'est-ce qui vous fait croire que ces mêmes dirigeants vont, cette fois-ci, réussir à imposer les réformes alors qu'ils ont constamment échoué auparavant ? Réponse : cette fois-ci, les réformes sont inscrites dans leur programme et ils auront la légitimité pour les mettre en œuvre. La réponse n'est pas convaincante car les réformes proposées précédemment avaient bien reçu l'aval démocratique des élections.

Une analyse de ces échecs répétés, plus profonde car politique, conduit à accepter une sortie/fin de l'euro comme la solution la moins mauvaise.

L'incapacité des gouvernements à faire des réformes tient à un rapport des forces défavorable, pas à une déficience intellectuelle ou morale des dirigeants.

Certes, les gouvernements élus disposaient d'une légitimité électorale, mais ils furent chaque fois incapables de résister au fameux « troisième tour » dans la rue, qui rassemblait une coalition politique comprenant, notamment, des syndicalistes, des fonctionnaires, des magistrats et une majorité de journalistes, capables de bloquer l'économie, les écoles, les transports, avec pour effet de déstabiliser le pouvoir.

Ce sont les institutions et règles mises en place juste après la guerre, et jamais démantelées, qui donnent des atouts maîtres à cette coalition très minoritaire : statuts de la fonction publique, des organisations syndicales,

des grandes compagnies publiques (EDF, SNCF, statuts des dockers), encore renforcés par les jurisprudences successives qui protègent les insurgés, le tout baignant dans une culture largement imprégnée de marxisme, transmise dès l'école. Ce *statu quo* négocié juste après la guerre, à l'époque où le PCF représentait 25 % de l'électorat, n'a pas encore été démantelé malgré les tentatives de Nicolas Sarkozy, qui avait déclenché une immense contre-attaque. Rappelons-nous la distribution généralisée et quasi gratuite du pamphlet *Indignez-vous !* de Stéphane Hessel.

Le libre marché monétaire compensait naturellement le défaut de compétitivité du système.

Avant l'euro, pour mener les politiques démagogiques imposées par ce rapport des forces, les gouvernements faisaient appel à des emprunts sans intérêt auprès de la Banque de France, qui créait de la monnaie. La création de monnaie engendrait une inflation et une dévaluation du franc par rapport aux autres monnaies, en particulier la monnaie de l'Allemagne, qui est à la fois notre premier marché et notre principal concurrent sur le marché européen. Grâce au libre jeu des monnaies, notre appareil de production restait concurrentiel et dynamique, favorisant l'emploi et les jeunes travailleurs, moyennant une érosion du pouvoir d'achat des rentiers et pensionnés.

Le cadre rigide de la monnaie unique ne permet plus de compenser notre manque de compétitivité et nous condamne au déclin économique. Lorsque le gouvernement a abandonné la monnaie nationale et adopté une monnaie unique avec l'Allemagne, il aurait dû immédiatement se mettre au diapason des Allemands pour nous permettre de devenir aussi compétitifs qu'eux. Autrement dit, pour reprendre les expressions des partisans de l'euro : « La monnaie unique supposait des politiques fiscales et économiques communes. »

Reconnaître notre incapacité à nous réformer, c'est admettre, en le regrettant peut-être, qu'il faut renoncer à la monnaie unique, faute de quoi nous déclinons, jusqu'au statut protégé de mendiant de l'Europe du Nord, garanti par la fameuse solidarité européenne invoquée par Hamon et Macron. CQFD : la sortie de l'euro est une solution libérale à notre problème historique.